ASSEMBLÉE NATIONALE

25 juillet 2022

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2022 - (N° 17)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1116

présenté par

M. Coquerel, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurine, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 6**ÉTAT B****Mission « Crédits non répartis »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
<i>dont titre 2</i>	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	-300 000 000	0	-300 000 000	0
Compensation du coût de la revalorisation du point d'indice pour la fonction publique hospitalière (<i>ligne nouvelle</i>)	+300 000 000	0	+300 000 000	0
<i>dont titre 2 (ligne nouvelle)</i>	+300 000 000	0	+300 000 000	0
TOTAUX	0	0	0	0
SOLDE	0		0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement de repli de l'amendement 603, nous proposons de compenser, pour la fonction publique hospitalière, la hausse du point d'indice des fonctionnaires de 3,5%. C'est une mesure dérisoire après des années de gel du point d'indice, mais impossible à assumer pour des hôpitaux asséchés financièrement depuis des années.

Le coût de cette mesure est estimé à 7,47 milliards d'euros, répartis de la manière suivante : 3,2 milliards d'euros pour la fonction publique d'État, 2,8 milliards d'euros pour la fonction publique territoriale et 1,99 milliard d'euros pour la fonction publique hospitalière. Il revient donc aux collectivités territoriales et aux hôpitaux d'assumer une part importante de la réévaluation des traitements des agents publics. Or, le Gouvernement n'a prévu aucun mécanisme compensatoire à cet effet.

Un amendement adopté en commission des finances prévoit une compensation pour les collectivités territoriales. Cet amendement prévoit une compensation pour la fonction publique hospitalière.

Conformément aux règles de recevabilité, cet amendement annule 300 millions d'euros en AE et en CP sur le programme 552 Dépenses accidentelles et imprévisibles et abonde de 300 millions d'euros en AE et CP et en crédits de titre 2 l'action unique du nouveau programme Compensation du coût de la revalorisation du point d'indice pour la fonction publique hospitalière. L'annulation de 300 millions d'euros en AE et CP sur le programme 552 ne vise qu'à respecter les règles de recevabilité des amendements de crédits.